

# CONTRE LA RÉPRESSION : UNE SOLUTION, LA MOBILISATION !



Le lundi 5 mars, lors d'une paisible manifestation devant le cabinet du Premier ministre Charles Michel, des hommes et des femmes avec des enfants et des bébés en poussette furent encerclés dans un piège et violemment bousculés par la police. Plusieurs participants ont reçu des coups et blessures et une femme a été prise par la gorge et étranglée pendant qu'elle tenait une poussette avec un enfant. Ce n'était pourtant pas des « terroristes », mais des sans-papiers qui osaient ne pas être d'accord avec Theo Francken (N-VA), secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, qui a fortement augmenté le prix de toutes les démarches admi-

nistratives relatives à la migration.

L'indignation généralisée, causée à juste titre par l'attentat contre Charlie Hebdo le 7 janvier à Paris, a été l'excuse pour une avalanche de mesures sécuritaires. Le jour même de la tuerie des journalistes, un travailleur social qui connaît « la rue » bien mieux que les soldats d'élite, les paracommandos, qu'on y envoie maintenant patrouiller dans nos rues, faisait état d'une observation fort pertinente : « Se concentrer sur la répression, c'est ignorer que le travail doit commencer en amont sur le terrain social, alors qu'il y a si peu de structures et de moyens humains disponibles pour résoudre ces problèmes dans nos communes. Il y a un manque d'intérêt des autorités envers cette jeunesse qui décroche, désœuvrée, qui vit dans sa chair les injustices locales et celles du Proche-Orient. » (Le Soir du 8 janvier).

Il est évident que le maintien du « niveau d'alerte 2 ou 3 » et le rappel en boucle de la « menace terroriste » n'est qu'un alibi pour durcir la répression, à un moment où le gouvernement du N-VA, dirigé par le MR, veut durcir à l'extrême la politique d'austérité, menée depuis des années par le PS, pour les travailleurs et de « sauvegarde de la compétitivité » et des bénéfices pour les patrons. Ainsi, les patrons et le gouvernement se préparent déjà aux luttes contre le détricottage de nos acquis sociaux qui s'accélère.

Face au durcissement de la législation contre nos droits démocratiques, face au renforcement de l'arsenal sécuritaire, nous devons nous mobiliser car il est dirigé directement contre notre droit élémentaire à la contestation. Se mobiliser, c'est ce que font les plus fragilisés de notre classe, les sans-papiers, et en particulier parmi eux des femmes avec des enfants, et qui descendent dans la rue... et c'est la répression qui tranche.

Ces travailleurs sans-papiers qui se mobilisent montrent la voie à suivre. Nous devons les rejoindre mais aussi exiger que nos organisations syndicales les protègent et les défendent contre la répression ! Tous ensemble, mobilisons-nous :

**LES MILITAIRES DANS LES CASERNES, PAS DANS LA RUE !**  
**UNISSONS-NOUS POUR DÉFENDRE LES TRAVAILLEURS SANS PAPIERS !**  
**DES ASSEMBLÉES DÉMOCRATIQUES ET SOUVERAINES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL**  
**POUR ORGANISER LA RIPOSTE À L'AUSTÉRITÉ ET AUX MESURES SÉCURITAIRES !**  
**MOBILISATION JUSQU'AU RETRAIT DE TOUT LE PLAN DU GOUVERNEMENT !**

**Ligue Communiste des Travailleurs**

Section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - (LIT-QI)

[www.lct-cwb.be](http://www.lct-cwb.be) - [lct.cwb@gmail.com](mailto:lct.cwb@gmail.com) - [www.facebook.com/LigueCommunisteDesTravailleurs](https://www.facebook.com/LigueCommunisteDesTravailleurs)

Ne pas jeter sur la voie publique - Ed. resp. : J. Talpe, rue de l'Elan, 73 - 1170 Bruxelles

